

COMMUNIQUÉ DE PRESSE ASPAP/ADDIP

Estive de Pouilh Ariège : attaque d'ours et communiqué inhumain de l'ADET-Ferus 12 septembre 2013

M. Reynes, dont l'ours est le gagne pain depuis son bureau de salarié de l'ADET, a commis hier à propos de l'attaque d'ours sur l'estive de Pouilh en Ariège, un communiqué, repris par Ferus, qui atteint un sommet de mépris humain, de calomnie et d'ignorance.

Par ce qui est une véritable diffamation, il accuse le berger de rendre ses brebis « *extrêmement vulnérables et exposées aux nombreux risques liés au milieu montagnard* ». Ce berger est un des maîtres qui a été choisi pour encadrer les jeunes bergers en formation parce que, sur sa montagne, les bêtes sont remarquablement tenues et profitent pleinement de leur saison d'estive. C'est pour cela que tant de propriétaires lui accordent leur confiance depuis des années. Et tous les stagiaires qui y sont passés ont été marqués par ses qualités professionnelles et humaines.

Son amour passionné des bêtes et de la montagne est évident dans le reportage de FR3 consacré à l'événement où il commence à répondre au journaliste : « *Je suis anéanti, dégoûté ... on n'est pas là pour toucher des cadavres tous les jours...* », avant de se détourner, en larmes : « *allez, coupez-moi ça ...* »⁽¹⁾.

C'est sur cet homme que bave le communiqué de l'ADET repris par Ferus.

Lors du constat effectué hier matin par les gardes de l'ONCFS, les groupements pastoraux (GP) de la petite zone du Couserans ariégeois où l'ours frappe en continu, étaient venus soutenir leurs collègues de Pouilh et faire entendre la colère générale. Patous, pas patous, cela ne change strictement rien sur ces estives. Et si certaines sont moins impactées que les années précédentes - ça peut changer très vite, Pouilh jusqu'à ces derniers jours était dans ce cas - , ce n'est pas du tout pour les raisons inventées par l'ADET : les façons d'y tenir les bêtes y sont toujours les mêmes. L'explication vient sans doute d'ailleurs ...

Mais l'ADET, de MM. Reynes et Arcangeli, est depuis les années 90 l'outil du scandale d'État que nous avons dévoilé récemment⁽²⁾. « *Petite structure bâtie pour l'occasion permettant ainsi au projet d'être moins parisien /.../ pendant que le projet « lourd » de réintroduction évoqué par ailleurs continuerait d'être discuté* », écrivait en janvier 1991 G. Simon, Conseiller technique puis Directeur de la Nature et des Paysages au Ministère de l'Environnement. Ce qui permit de faire croire à l'Europe que les Pyrénées voulaient des réintroductions d'ours, alors que ce haut fonctionnaire était informé de l'inverse par toutes les administrations de la région.

Suite aux réintroductions de 1995-96, l'Europe se rendit compte du mensonge et les réintroductions prévues à la suite furent annulées : « *suite à l'opposition des populations locales.* » (voir note 2 pour les références). Celle là même qui s'est encore si fortement exprimée à Pouilh.

Comme par hasard, pas le moindre mot sur ce scandale dans le communiqué ADET-Ferus alors que nous le dénoncions déjà dans notre propre communiqué précédent !

Que l'ADET et Ferus méprisent ainsi la souffrance profonde de ceux qui subissent les conséquences de cette supercherie d'État, c'est hélas depuis le début dans leur ADN. Mais l'État est responsable de ce mensonge. Il doit en tirer les conséquences à moins d'accepter que mensonge et manipulation soient le fonctionnement normal d'une démocratie : il doit enlever ces ours, les placer en un lieu où ils ne nuiront à personne.

S'il ne le fait pas, qu'il entende alors la colère du président du GP de Pouilh entouré par ses collègues couserannais et de nombreux éleveurs du reste du département venus eux aussi le soutenir : « *On mettra fin à tous ces ours. Tous les éleveurs, les GP ont montré la solidarité entre nous. On ne se laissera pas manger tout crus.* » (reportage, note 1). Mais c'est l'État qui sera responsable de ce choix de dernière extrémité, comme il l'est de la situation qu'il a imposée aux dépens des conditions de vie et de travail des éleveurs pyrénéens.

Quelle autre profession en France est-elle à ce point méprisée, quelle autre accepterait-elle ces conditions de vie et de travail, et de voir son outil de travail et le produit de ce travail - un troupeau c'est les deux - ainsi dévastés ?

B. Besche-Commenge, ASPAP et porte parole ADDIP, 12 septembre 2013

(1) Cf. France 3 Midi Pyrénées, journal du soir, 11 sept 2013 - pod cast : <http://midi-pyrenees.france3.fr/podcasts-en-midi-pyrenees.html> à 1' 11".

(2) voir « ours, Pyrénées, un scandale d'État » et « Lettre ouverte à M. François Hollande, Président de la République », en ligne à <http://www.pyrenees-pireneus.com/ADDIP/2013-08-03-Dossier-Hollande-ADDIP-Ours.pdf> et <http://www.pyrenees-pireneus.com/ADDIP/2013-08-03-Lettre-Hollande-ADDIP-Ours.pdf>